

PARTI, NATION, LEADER – IDÉOLOGIE ET DISCOURS OFFICIEL DU COMMUNISME NATIONALISTE

ALINA TUDOR PAVELESCU

Quand on analyse la légitimation des régimes communistes, un aspect qui pourrait donner lieu à des points d'interrogation multiples concerne les fonctions de l'idéologie utilisée à ce propos. L'affirmation d'une ambition d'innovation idéologique représente, dans les régimes communistes, une partie structurelle de leur construction symbolique de la légitimité.¹ L'idéologie communiste a cessé assez vite d'être jugée, dans les analyses politiques, par le biais de sa cohérence ou de son potentiel d'innovation. Elle reste cependant significative de la perspective de son utilisation dans le processus de légitimation politique. Cette idéologie – qui se définit dès ses origines comme révolutionnaire – contient la justification primordiale des régimes de type soviétique. En terme de légitimité, elle offre la principale motivation des révolutions communistes et des constructions politiques qui leurs suivent.² De ce point de vue, ce n'est pas l'idéologie en soi qui est significative, mais le rôle qui lui est attribué par chaque parti communiste. Le fait que cette idéologie est une construction utopique, parfois incohérente, qu'elle n'a pas beaucoup de chances de résister devant la réalité, ou qu'elle ne peut renoncer à sa rigidité initiale qu'au risque de devenir un bricolage difficile de manier est secondaire pour l'analyse de son rôle dans le processus de légitimation de ces régimes aussi longtemps qu'elle, l'idéologie, garde sa position de pilier dans l'articulation de leurs relations de pouvoir.

Cette problématique est d'autant plus intéressante dans le cas de Nicolae Ceaușescu dont les ambitions de réformateur idéologique du communisme ont été manifestement exprimées tout au long de son régime et elles ont été, dans une

¹ Nous suivons à ce propos le raisonnement d'Alfred G. Meyer, *The Functions of Ideology in the Soviet Political System*, in «Soviet Studies», vol. XVII, no. 3, janvier 1966, surtout pp. 279–283. Daniel C. Nelson, *Elite-Mass Relations in Communist Systems*, New York, St. Martins' Press, 1988, pp. 74–75, souligne l'importance attribuée par les régimes communistes à l'idéologie en tant qu'instrument de leur légitimation politique.

² Alfred G. Meyer, *Introductory Note*, in Sylva Sinaian, Istvan Deak, Peter C. Ludz, «Eastern Europe in the 70s», New York, Praeger Publishers, surtout pp. 55–62.

première phase, largement créditées par les médias occidentaux.³ La contribution idéologique de Nicolae Ceaușescu à la définition de la «société socialiste multilatéralement développée» et d'une «nation socialiste» devrait, par conséquent, être jugée de façon analogue. Son originalité ou sa cohérence sont secondaires par rapport à sa qualité d'attribut symbolique du pouvoir. Elle représente, avant tout, un passage obligé vers la légitimation du nouveau leader du PCR en tant que dirigeant du Parti ainsi que vers sa légitimation en tant que dirigeant de tous les Roumains. D'ailleurs, l'insistance sur l'importance de la contribution à l'idéologie officielle du régime dans l'œuvre de légitimation d'une nouvelle équipe dirigeante ne constitue pas, elle non plus, un trait inédit du régime Ceaușescu. On pourrait invoquer dans le même sens et pour la même époque, l'exemple de Leonid Brejnev, dont le concept de «socialisme développé» a précédé l'effort de Ceaușescu de définir la «société socialiste multilatéralement développée».⁴ De la même manière, le concept roumain de «nation socialiste» a des correspondances plus ou moins directes tant dans la théorie titiste d'une «voie indépendante vers le socialisme»⁵ que dans le «nationalisme anti-impérialiste»⁶ de Mao Tze Dong ou dans le concept de «nation socialiste», théorisé dans les années 1970 par le régime communiste de la RDA.⁷

L'analyse que nous tenterons en ce qui suit s'occupera de l'idéologie officielle du régime Ceaușescu, ainsi que celle-ci est reflétée par les documents programmatiques du PCR et par les prises de position publiques de ses dirigeants. Cette précision nous semble très importante parce que, comme nous l'avons pu remarquer au cours de notre recherche, même à l'intérieur d'un régime comme celui de Nicolae Ceaușescu, dont la rigidité et la préoccupation de préserver

³ Pour une vision largement partagée à l'époque dans les milieux occidentaux, sur les éventuelles directions d'innovation politique à l'intérieur du régime Ceaușescu, voir Kenneth Jowitt, *The Romanian Communist Party and the World Socialist System: A Redefinition of Unity*, in «World Politics», vol. 23, no. 1, octobre, 1970, pp. 38–60. Jowitt voit la clef de la future évolution du régime Ceaușescu dans le souci de préserver un équilibre entre les attitudes hostiles à l'hégémonie soviétique et le devoir de fidélité à l'intérieur du bloc communiste.

⁴ Pour le concept de «socialisme développé» dans l'idéologie soviétique à l'époque de Brejnev, nous avons suivi la démonstration d'Alfred. B. Evans Jr., *Developed Socialism in Soviet Ideology*, in «Soviet Studies», vol. 29, no. 3, juillet 1977, pp. 409–428. Evans Jr. fixe les débuts d'une théorisation de ce concept autour de l'année 1967.

⁵ Pour une synthèse de l'idéologie spécifique du communisme yougoslave, voir Fred Warner Neal, *Yugoslav Communist Theory*, in «American Slavic and East European Review», vol. 19, no. 1, février 1960, pp. 42–62.

⁶ Cf. Edward Friedman, *Reconstructing China's National Identity: A Southern Alternative to Mao-Era Anti-Imperialist Nationalism*, in «The Journal of Asian Studies», vol. 53, no. 1, février 1994, pp. 67–91.

⁷ Voir à ce propos Carl Pletsch, *The Socialist Nation of the German Democratic Republic or the Asymmetry in Nation and Ideology between the Two Germanies*, in «Comparative Studies in Society and History», vol. 21, no. 3, juillet 1979, pp. 323–345.

l'orthodoxie du dogme politique sont des traits fondamentaux, le message idéologique n'a pas une seule voix et ne reste pas indifférencié en contact avec ses différents diffuseurs ou avec ses différentes catégories de public. Nous nous sommes également retrouvée devant la nécessité d'éviter la confusion entre le discours d'affirmation de l'idéologie officielle et le message de la propagande, diffusé par le régime Ceaușescu. Le dernier est beaucoup plus influencé par les modifications du contexte politique ou socio-économique et par conséquent susceptible de subir un travail permanent d'ajustement ou de particularisation. Il se construit également d'une manière pluristratifiée, en fonction de plusieurs niveaux d'interaction avec les différents segments de la société roumaine. Dans l'essai d'éviter une confusion entre les deux types de discours politiques, nous suivrons pour le propos de notre analyse la définition de l'idéologie officielle proposée par Alfred G. Meyer⁸: le corpus doctrinaire utilisé par le Parti communiste dans l'œuvre de socialisation politique de ses sujets, des écoliers jusqu'aux cadres du parti, avec des variations en intensité ou en durée du processus éducationnel et avec des degrés variable de sophistication, intensité ou insistance sur les détails.⁹ Suivant le raisonnement de Meyer, ce corpus doctrinaire comprend quatre aspects généraux: une philosophie – le matérialisme dialectique; un corpus théorique comprenant des généralités sur l'homme et la société, le passé et le présent – le matérialisme historique; une doctrine économique qui a le rôle d'expliquer les mécanismes économiques du capitalisme et de l'impérialisme, d'une part, et ceux de la construction socialiste, d'autre part – l'économie politique; un corpus d'idées politiques, qui devrait éclairer les stratégies de la révolution communiste, mais également fournir des solutions pour les problèmes politiques de l'Etat socialiste – le socialisme scientifique; l'histoire officielle du Parti.¹⁰

L'idéologie officielle se constitue, par rapport au message de la propagande, en point fixe de la construction théorique; elle sert de référentiel à l'effort général de mobilisation politique et représente également, pour ceux qui sont en charge de cet effort, la garantie de la pertinence de leur démarche théorique par rapport à ce qui est considéré comme l'orthodoxie du dogme communiste. Cependant, à l'intérieur de chaque régime communiste national, l'idéologie officielle n'est pas, elle non plus, un corpus immobile mais plutôt un ensemble de données – qui, à leur tour, se construisent d'une manière plus ou moins stratifiée – dont seulement une partie est représentée par le noyau dur du dogme marxiste-léniniste. L'autre partie,

⁸ Cf. Alfred G. Meyer, *The Functions of Ideology in the Soviet Political System*, in *loc. cit.*, p. 273.

⁹ Notre démarche ne s'occupera pas de l'analyse du tableau «cohérence idéologique» versus «consensus pragmatique», ainsi qu'il est décrit par Giovanni Sartori, *Politics, Ideology and Belief Systems*, in «The American Political Science Review», vol 63, no. 2, juin 1969, p. 409. Autrement dit, nous ne serons pas en position d'étudier le degré de solidarité engendrée par l'idéologie du régime Ceaușescu entre différents groupes ou membres des groupes à l'intérieur de la société roumaine.

¹⁰ Alfred G. Meyer, *ibidem*, p. 273.

la plus intéressante parce que la plus soumise à des évolutions significatives, s'articule en fonction des intérêts spécifiques, définis – plus précisément, périodiquement redéfinis – par chaque régime communiste. C'est justement cette dernière partie de l'idéologie officielle du régime Ceaușescu qui nous occupera en ce qui suit.

LE PARTI ET LA NATION – LÉGITIMER LA VOIE ROUMAINE VERS LE SOCIALISME

Le trait le plus évident de la continuité entre le régime Gheorghiu-Dej et le régime Ceaușescu est représenté par la politique d'indépendance du Parti roumain à l'égard de l'URSS. En 1964, les communistes roumains franchissent la frontière de l'obédience politique, en proclamant dans un document officiel¹¹ le droit de chaque parti communiste d'adopter sa propre voie vers le socialisme. Mais les actions de Gheorghiu-Dej et de son équipe dirigeante ne témoignent pas d'une volonté de passer au-delà des actions politiques pragmatiques, marquées par de prises de position plutôt prudentes et restreintes au cercle fermé de l'élite communiste. Pour l'ensemble de la société roumaine, la distanciation de Moscou est rendue visible plutôt à travers ses effets indirectes, surtout dans le domaine de la vie culturelle, et non pas par l'articulation d'un discours officiel ouvertement anti-soviétique. Au long des années qui suivent à la morte de Staline, le nouvel état d'esprit de l'équipe dirigeante de Bucarest à l'égard de Moscou est plutôt suggéré aux citoyens de la Roumanie, à l'aide d'un message chiffré dans la clef spécifique de la propagande communiste ou par des actions menées contre les anciens komminternistes qui se trouvent encore dans les rangs du Parti des Travailleurs Roumains. Ce qui est le plus important – et scrupuleusement contrôlé par les dirigeants du Parti – c'est que l'attitude critique et le droit de mettre en doute les décisions provenant de Moscou constituent l'apanage exclusif des hauts dirigeants du Parti, les autres communistes ainsi que la société dans son ensemble n'ayant que l'obligation de suivre la nouvelle orientation politique sans beaucoup questionner ses raisonnements.

Franchir la dernière barrière de la rébellion anti-soviétique des communistes roumains et intégrer l'indépendantisme du parti dans le courant latent de l'anti-soviétisme de la société roumaine représente, en 1965 tout autant qu'en 1956 ou

¹¹ Il s'agit de la «Déclaration sur la position du Parti des Ouvriers Roumains dans les questions du mouvement communiste et ouvrier internationale», publiée le 22 avril 1964, connue surtout dans l'historiographie du communisme roumain comme «la déclaration d'indépendance» du Parti des Ouvriers Roumains; cf. Florian Banu, Liviu Taranu, *Aprilie 1964. «Primavara de la București». Cum s-a adoptat «Declarația de independență a României?»* («Avril 1964. 'Le printemps de Bucarest'. Comment a été adoptée la 'Déclaration d'indépendance' de la Roumanie»), Bucarest, Ed. Enciclopedică, pp. 74–140.

1964, une opération risquée pour plusieurs raisons: d'abord, l'histoire du mouvement communiste en Roumanie est toujours intrinsèque à l'histoire de l'expansion soviétique en Europe Centrale et Orientale; ensuite, une telle attitude est loin de faire l'unanimité à l'intérieur de la direction du PCR et Nicolae Ceaușescu, en tant que principal promoteur de la nouvelle orientation, se retrouve plutôt vulnérable – étant donnée sa propre biographie politique, liée tant à l'histoire du parti dans la clandestinité qu'aux évolutions profondément prosoviétiques des années 1940 – devant ses adversaire¹²; enfin, sortir ce sujet du cercle fermé de l'hierarchie communiste et l'ouvrir à un débat beaucoup plus large – même surveillé de près par les instances locales du Parti ou par les différentes organisations professionnelles – représente un risque indéniable pour le monopôle idéologique de la direction du PCR. Les raisons qui ont déterminé Nicolae Ceaușescu d'encourir ce risque à multiples volets sont à chercher avant tout dans sa propre culture politique et dans l'héritage ambigu des communistes roumains, ainsi comme nous avons essayé de le décrire dans la première partie de notre démarche, surtout à propos de leur relation avec la question nationale. Mais elles relèvent non moins d'une nécessité politique, précisée déjà dès la fin des années 1950, de refonder la légitimité du communisme roumain par le biais de son indigénisation, dans l'essai de renforcer tant la position du régime communiste à l'intérieur du pays que la sécurité individuelle de ses dirigeants face à la fréquence des changements de ligne politique intervenus à Moscou.

L'œuvre de légitimation du parti communiste devant l'ensemble de la société roumaine, ainsi qu'elle est construite par le régime Ceaușescu, se poursuit dans deux directions principales: la réécriture de l'histoire officielle du parti et l'insertion de celle-ci dans une nouvelle version de l'histoire officielle de la Roumanie.¹³ Cette ligne d'action n'est pas sans rapport avec les évolutions

¹² Un épisode significatif en ce sens se produit en 1967, au moment de la condamnation des crimes politiques commises dans les années 1950: accusé en tant qu'un des principaux acteurs de ces abus, Alexandru Drăghici, ancien ministre de l'Intérieur, demande à la commission constituée à ce propos d'enquêter tous les crimes de l'époque, y compris le rôle de Ceaușescu dans les assassinats commis pendant la collectivisation de l'agriculture; cf. Marius Oprea, *Banalitatea răului. O istorie a Securității în documente. 1949–1989* («La banalité du mal. Une histoire documentée de la Securitate. 1949–1989»), Iași, Ed. Polirom, 2002, pp. 332–333.

¹³ L'opinion formulée par Robert R. King, *A History of the Romanian Communist Party*, Stanford, Hoover Institution Press, 1980, p. 124, nous semble particulièrement pertinente pour les besoins de notre analyse: «Un des aspects les plus curieux de l'essai de lier le Parti Communiste Roumain à la tradition roumaine est représenté par le fait que l'effort d'interpréter les différents épisodes du passé national dans le contexte de l'histoire contemporaine n'est pas conçu comme un moyen d'investir le passé avec un sens mais il est utilisé pour illustrer ces choses que le Parti estime importantes pour le présent» (la traduction de l'anglais nous appartient; la variante originale: «One of the most curious aspects of this attempt to link the RCP with the Romanian heritage is that the effort to interpret various episodes of the national past in the context of contemporary history is not regarded as providing means of understanding the past, but is used to illustrate those things the party considers more important to present.»)

enregistrées dans la deuxième moitié des années 1960, surtout celles visant la re-roumanisation de la vie culturelle et l'effacement des effets négatifs de la soviétisation. En 1960, dans son Rapport devant le III^e Congrès du Parti (devenu en 1965 le VIII^e, conformément à la nouvelle numérotation proposée par Ceaușescu), Gheorghiu-Dej fait une mention brève et plutôt ambiguë du besoin d'articuler une nouvelle conception idéologique sur l'apparition et l'évolution du socialisme en Roumanie.¹⁴ Ses références à la nécessité de réécrire la version officielle de l'histoire du Parti restent pourtant conjoncturelles et sont loin de constituer le point fort du message politique.¹⁵

Le poids du sujet dans le contenu du discours officiel change radicalement en 1965, quand le Rapport de Ceaușescu devant le IX^e Congrès insiste explicitement sur la nécessité de réaliser une nouvelle synthèse officielle de l'histoire du PCR, conforme à la nouvelle ligne idéologique du parti.¹⁶ L'inédit de cette attitude ne consiste pas forcément dans la préoccupation d'utiliser une historiographie bien surveillée comme moyen primordiale de la propagande, parce que ce phénomène s'est produit *de facto* dans les années 1950 et la situation de l'historiographie roumaine en tant qu'annexe de la propagande est resté inchangée jusqu'à la fin du régime communiste en Roumanie. Mais en 1965, on constate pour la première fois dans le discours officiel des communistes roumains une volonté explicite d'intégrer dans une même vision – et surtout dans une même démarche idéologique – l'histoire officielle du Parti et l'histoire nationale de la Roumanie. La décision de renommer le parti – devenu du Parti des Travailleurs Roumains, le Parti Communiste Roumain – relève du même registre: présenter l'image d'un parti ouvert à tous les Roumains et représentant les intérêts de tous les Roumains.¹⁷ Le

¹⁴ Cf. Gheorghe Gheorghiu-Dej, *Raportul CC al PMR la Congresul al III-lea al Partidului* («Le Rapport du Comité central du Parti des Travailleurs Roumains au III^e Congrès du parti»), in Gheorghe-Gheorghiu-Dej, «Articole și cuvântări. August 1959 – Mai 1961» («Articles et discours. Août 1959–Mai 1961»), Bucarest, Ed. Politică, 1961, p. 177: «Conformément aux indications du Congrès, nos cadres du domaine idéologique devront contribuer à l'étude des problèmes de la construction du socialisme à l'étape actuelle. Leur travail sera fructueux et utile à condition qu'on prenne en compte les demandes objectives de chaque étape, qu'à la base de leurs travaux soit l'étude attentive des politiques et des activités pratiques du parti, de ce qui est essentiel dans l'expérience de la classe ouvrière.» (La traduction du roumain nous appartient.)

¹⁵ *Ibidem*, p. 177, on fait une référence passagère à l'apparition de nouveaux ouvrages concernant l'histoire du Parti et l'histoire du pays, phénomène considéré comme «résultat positif» des efforts de l'appareil de la propagande.

¹⁶ Cf. *Congresul al IX-lea al PCR*, Bucarest, Ed. Politică, 1965, pp. 92–93.: «Une obligation actuelle est l'élaboration de l'Histoire du Parti – œuvre qui, en partant des débuts du mouvement ouvrier en Roumanie, doit présenter l'ensemble du combat mené par la classe ouvrière et par le Parti Communiste Roumain, organisateur et dirigeant de la lutte pour la libération sociale et nationale du peuple – directement liée aux réalités politiques, économiques et sociales à chaque étape du développement de notre pays.» (La traduction du roumain nous appartient.)

¹⁷ *Ibidem*, p. 75.

nouveau mot d'ordre dans la relation Parti communiste – société roumaine est synthétiser dans une phrase prononcée par le secrétaire général en début de son exposé idéologique: «Notre Parti communiste est le légataire (en roumain, *continuator*) des meilleures traditions du combat séculaire du peuple roumain pour liberté nationale et sociale, il incarne les traits les plus progressistes du prolétariat et a des racines vigoureuses dans le mouvement ouvrier de Roumanie». ¹⁸ Au-delà de la langue de bois ¹⁹ spécifique au discours communiste, cette affirmation apparemment sans suite porte en soi les germes d'une double négation: d'abord la négation de la primauté de la lutte des classes dans l'idéologie du Parti Communiste Roumain, une primauté encore très chérie par Gheorghiu-Dej en 1960 ²⁰; ensuite, la négation du rôle primordial de l'URSS dans l'arrivée au pouvoir du Parti Communiste Roumain. Le IX^e Congrès de 1965 ne représente que le début de ce chemin vers une nouvelle construction de la légitimité des communistes en Roumanie. Pour briser la glace des doutes et des complicités à l'intérieur du parti, de l'hostilité et de la méfiance installées depuis longtemps dans la relation entre le parti et la société roumaine, Ceaușescu et sa nouvelle équipe mettent en place une stratégie complexe, dont le travail sur l'idéologie officielle constitue seulement une partie et qui profite tant du contexte international que des attentes positives engendrées dans l'opinion roumaine par la succession de leaders à la tête du PCR.

PCR – UNE HISTOIRE À NATIONALISER

L'œuvre de réinterprétation de l'histoire officielle du parti commence avec la séparation du passé kominterniste. ²¹ Condamner le rôle négatif de Moscou dans les évolutions du PCR pendant la clandestinité représente d'ailleurs la partie la plus facile de l'entreprise politique menée par l'équipe de Ceaușescu, parce que la plus

¹⁸ *Ibidem*, p. 74.

¹⁹ Cf. à l'observation de Françoise Thom, *La langue de bois*, Paris, Editions Juillard, 1987, pp. 19–20, la langue de bois a pour seule fonction de servir de véhicule à l'idéologie communiste; elle n'est qu'une série d'incantations magiques déguisées en axiomes nécessaires.

²⁰ Cf. Gheorghe Gheorghiu-Dej, *op. cit.*, pp. 167–169; pour Gheorghiu-Dej, la qualité de communiste était avant tout liée à la qualité d'ouvrier et la mission principale du Parti était celle de faciliter l'entrée des ouvriers dans ses rangs et de veiller à la «pureté» de sa composition sociale. De manière significative, en 1965, le IX^e Congrès du PCR décide d'enlever les restrictions pour l'accès d'autres catégories sociales dans les rangs du Parti et renonce aux stages de candidature, imposés depuis 1948 à tous les aspirants à la qualité de membres du PCR et dont la durée était différenciée en fonction de l'appartenance sociale du candidat (cf. *Congresul al IX-lea...*, pp. 76–77).

²¹ Les germes de cette séparation sont facilement identifiables dans le même discours de Nicolae Ceaușescu au IX^e Congrès du Parti, quand il souligne la nécessité d'admettre l'existence de certaines erreurs dans la politique du parti communiste durant la clandestinité et demande un «jugement objectif» dans la qualification de ces erreurs, dues à son avis exclusivement aux directives aberrantes du Komintern (cf. *op. cit.*, p. 92).

consensuelle au niveau de la direction du parti. Les efforts de Gheorghiu-Dej d'assurer une position de force pour le groupement des « communistes nationaux » ont abouti vers la fin des années 1950 à une roumanisation réussite des échelons supérieurs. Pour les représentants de cette orientation, le Kremlin et le Komintern n'ont jamais représenté la mémoire d'or d'une époque héroïque mais ils ont incarné plutôt la source d'une autorité punitive, inflexible et intangible, dont la sympathie et les privilèges étaient dirigés surtout vers ceux qui agissaient dans sa proximité ou directement sous ses ordres, comme par exemple les « moscovites » du groupement d'Ana Pauker. Faire passer devant cette catégorie de communistes frustrés – anciens prisonniers politiques dans la Roumanie de l'entre-deux-guerres ou leurs disciples récents, première génération de paysans roumains urbanisés, pour lesquels les nouvelles convictions communistes co-existent avec les valeurs traditionnelles solidement enracinées dans leurs familles d'origine – l'image d'un mouvement communiste roumain idéaliste et bien intentionné, doublement persécuté par les autorités de la Roumanie bourgeoise et par les envoyés ignorants ou directement hostiles d'un Komintern insensible à leur situation particulière ne devrait pas présenter beaucoup de difficulté.

Le moment symbolique choisi pour une délimitation explicite du passé est l'anniversaire des 45 ans de la création du Parti Communiste Roumain, en mai 1966. Une direction d'interprétation brièvement esquissée au IX^e Congrès²² est maintenant consacrée par un nouvel exposé du secrétaire général²³, inhabituellement long et qui, dans sa variante publiée, est accompagné par plusieurs notes explicatives représentant pour la plupart des citations des documents gardés dans les archives historiques du parti, jusqu'à ce moment inaccessibles pour les historiens ou pour le public. Le discours respecte le modèle classique de la critique/autocritique communiste²⁴, le référentiel restant également inchangé: le

²² Pourtant, les idées fondamentales de la nouvelle interprétation donnée à l'histoire officielle du parti sont comprises dans un seul paragraphe: « Dans le jugement de l'activité du Parti durant la clandestinité, on doit prendre en compte le contexte difficile dans lequel il a été obligé d'évoluer, l'influence exercée par la présence dans sa direction de certains personnages opportunistes, sectaires, étrangers à la classe ouvrière, ainsi que l'influence exercée par certains phénomènes négatifs du mouvement communiste et ouvrier internationale de l'époque. »; cf. *Congresul al IX-lea...*, p. 92 (la traduction du roumain nous appartient).

²³ Nicolae Ceaușescu, *Partidul Comunist Roman – Continuator al luptei revoluționare și democratice a poporului român, al tradițiilor mișcării muncitorești și socialiste din România* (« Le Parti Communiste Roumain – L'égataire de la lutte révolutionnaire et démocratique du peuple roumain, des traditions du mouvement ouvrier et socialiste de Roumanie »), in Nicolae Ceaușescu, « România pe drumul desăvârșirii construcției socialiste » (« La Roumanie en voie de parachèvement de la construction socialiste »), tome 1, Bucarest, Ed. Politică, 1968, pp. 335–415.

²⁴ Cf. aux considérations de Claude Pannetier et Bernard Pudal, *La volonté d'emprise. Le référentiel biographique stalinien et ses usages dans l'univers communiste (Éléments de la problématique)*, in Claude Pannetier, Bernard Pudal, eds., « Autobiographie, autocritique, aveux dans le monde communiste », Paris, Editions Belin, 2002, pp. 15–39.

devoir individuel de fidélité à l'égard du Parti ainsi qu'à l'égard de son interprétation de l'objectivité historique. Ce n'est pas une révolution des formes utilisées pour exprimer la vérité officielle, mais un changement de paradigme de vérité. Le nouveau paradigme est construit autour d'une interprétation nationale de l'apparition et de l'évolution du mouvement communiste roumain. La création du PCR en 1921 est considérée, par conséquent, de la perspective d'une «évolution objective» des conditions économiques et sociales de la Roumanie et l'analyse menée avec les outils du matérialisme historique intègre non seulement les enjeux de l'histoire récente du parti, mais également les grands moments de la modernisation étatique roumaine aux XIX^e et XX^e siècles.²⁵ La tradition politique de la social-démocratie est elle aussi traitée en clef matérialiste et intégrée dans l'histoire officielle du Parti Communiste Roumain.

De cette perspective d'un mouvement communiste nationale, constitué comme conséquence directe de l'évolution historique spécifique à la société roumaine, la relation de subordination au Komintern est soumise à un travail de mémoire politiquement contrôlé qui aboutie à une nouvelle représentation du passé kominterniste comme maladie infantile du communisme roumain. Des noms comme celui du premier secrétaire du PCR, Gheorghe Cristescu, ou des communistes roumains victimes des purges staliniennes des années 1930 son réhabilités d'abord par leur simple mention dans un document officiel, après une longue période d'oubli volontaire et avant l'officialisation de leur réhabilitation administrative.²⁶

La critique de la position politique du PCdR de l'entre-deux-guerres dans la question nationale se produit dans ce contexte préalablement préparé à une appropriation exclusivement roumaine de l'histoire du parti. On commence – de manière significative – par relever le rôle négatif des anciens secrétaires généraux et des membres de la direction du parti dont l'origine ethnique était autre que roumaine et dont le seul fondement de l'autorité dans le parti a été représenté par le soutien du Komintern: «[Aux conditions difficiles de la clandestinité] on doit ajouter les effets négatifs des pratiques du Komintern de nommer des cadres dirigeants du Parti, y compris le secrétaire général, des personnes de l'extérieur du pays, méconnaissant la vie et les intérêts du peuple roumain (...) Si on se souvient

²⁵ Le nouveau paradigme d'histoire officielle pour le communisme roumain est explicitement inséré dans un tableau général dominé par les références à l'histoire nationale: «De nombreuses pages de l'histoire de notre pays sont couvertes par les luttes révolutionnaires des paysans, des petits marchands, des ouvriers, des intellectuels, des couches les plus larges de la population, qui se sont opposés au long des siècles, pour plus d'une fois, à l'oppression et à l'injustice menées par les étrangers, [et qui ont lutté] pour la justice sociale, pour la liberté de la patrie»; cf. Nicolae Ceaușescu, *op. cit.*, p. 340 (la traduction du roumain nous appartient).

²⁶ On fait mention de leur position de rejet des 21 conditions du Komintern comme attitude positive et preuve de maturité politique, ce qui, en termes des pratiques communistes équivaut à une réhabilitation *de facto*; voir Nicolae Ceaușescu, *op. cit.*, p. 353.

qu'à l'époque, pour dirigeants de notre parti ont été désignées des personnes qui n'habitaient pas le territoire de la Roumanie et qui ne connaissaient pas les conditions sociales et politiques du pays, on se rend compte des préjudices que cette pratique a provoqués aux luttes révolutionnaires de notre pays.»²⁷ Cette opération de délimitation des culpabilités restitue une légitimité exclusive à l'orientation nationale, plus précisément au groupement qui la représente à l'intérieur du PCR, dont Ceaușescu lui-même hérite sa position politique. Elle se révèle essentielle pour la crédibilité politique du parti dans le contexte d'une nouvelle construction de légitimité qui inclue comme élément principal la prise de distance par rapport à sa position de l'entre-deux-guerres, concernant le caractère impérialiste de l'Etat roumain après 1918 et le droit à l'«autonomie jusqu'à la séparation de l'Etat» des provinces constituant la Grande Roumanie. Le changement de position est radical: non seulement le concept d'Etat national, unitaire et indivisible est réhabilité, mais il devient un des points clef de la vision politique du régime Ceaușescu.²⁸ De cette perspective, l'affirmation du rôle fondamental de la Nation dans le régime socialiste et de la mission du parti communiste de se constituer en avant-garde illuminée de la Nation devient soutenable à l'intérieur d'une idéologie qui se réclame toujours du marxisme-léninisme²⁹ et qui se prépare à exploiter ses chances de crédibilité dans le contexte particulier du régime communiste en Roumanie.

Les réhabilitations des communistes roumains condamnés ou même exécutés sous le régime Gheorghiu-Dej présentent un tableau plus complexe et beaucoup moins consensuel au niveau de la direction politique du PCR. Intégrer cette décision de Nicolae Ceaușescu dans le contexte limitatif de la re-légitimation nationale du Parti signifierait une simplification de l'interprétation de sa stratégie politique. En fait, les réhabilitations officialisées en 1968 concernent trois catégories de personnes, dont la situation dans le parti n'est pas toujours comparable et deux catégories de contextes politiques différentes. Il s'agit, d'une

²⁷ Cf. *ibidem*, p. 357–358 (la traduction du roumain nous appartient).

²⁸ Le concept est également repris par la nouvelle Constitution de la République socialiste, adoptée en 1965 et dont le premier article fait une synthèse intéressante entre la définition de l'Etat de démocratie populaire, ainsi qu'elle était formulée par la Constitution de 1952 et celle de l'Etat national, contenue par la Constitution de 1923, première constitution de la Grande Roumanie.

²⁹ Les références à Marx et au marxisme s'enchaînent dans cet exposé de Nicolae Ceaușescu, ainsi que dans la plupart de ses discours des années 1960. Sur le sujet particulier de la Nation dans le socialisme, en 1966 tout autant qu'en 1965, le poids fondamental de l'argumentaire est fourni par le «caractère objectif» des processus historiques ainsi qu'ils sont expliqués par Marx et par le caractère de processus historique de l'évolution nationale: «Constituée dans les conditions historiques de la société capitaliste, la Nation a exercé une forte influence sur le progrès économique et social, sur l'évolution des peuples. Marx a montré que les périodes objectivement nécessaires du développement social ne peuvent pas être supprimées. La pratique a démontré que le fait de négliger cette vérité dialectique, d'essayer de sauter l'étape de formation de la Nation peut porter des graves atteintes aux intérêts des peuples et aux intérêts de la paix mondiale.» (Cf. Nicolae Ceaușescu, *op. cit.*, p. 395; la traduction du roumain nous appartient.)

part, des victimes des purges staliniennes des années 1930 dont la réhabilitation publique ne pose pas de problèmes de consensus politique; d'autre part, les réhabilitations de deux personnalités du PCR: Ștefan Foriș, secrétaire général du parti dans les années de la deuxième guerre mondiale, destitué en 1944 et assassiné quelques mois plus tard par ses rivaux politiques³⁰ et Lucrețiu Pătrășcanu, exécuté en 1954 au bout d'un des derniers procès spectacles du camp communiste, constituent le vrai enjeu et le point sensible des réhabilitations de 1968. Enfin, le cas d'Ana Pauker et de son groupement éliminé en 1952, même s'il fait l'objet des discussions dans la direction du Parti, ne constitue pas jusqu'à la fin du processus administratif l'objet d'une décision de réhabilitation publique.³¹ La signification politique des réhabilitations de Foriș et Pătrășcanu est à rechercher dans les responsabilités individuelles qu'elles mettent en question à l'intérieur de la direction du PCR. Des membres de l'ancienne équipe de Gheorghiu-Dej, tels que Alexandru Drăghici, mais aussi Ion Gheorghe Maurer ou Gheorghe Apostol – participants directs aux événements et aux décisions politiques qui les ont précédés – sont directement concernés par ce geste de Nicolae Ceaușescu. Le traitement différencié appliqué tant à chacune des trois catégories de personnes réhabilitées qu'à chacun des membres de la direction du parti directement impliqués dans les abus politiques du régime Dej témoigne des enjeux multiples de cette stratégie politique.

L'intérêt de Ceaușescu pour les abus de la police politique roumaine qui ont directement affecté des membres du PCR se manifeste très tôt en 1965, après son élection comme secrétaire général du parti.³² En novembre 1965, une commission dirigée par Vasile Patilineț, secrétaire du Comité central, est constituée avec la mission de mener une enquête sur les événements et les personnages impliqués dans le déroulement de ces événements.³³ La commission procède à des interrogatoires

³⁰ Le contexte de cet assassinat politique est documenté par Dan Catanus et Ioan Chiper, *Cazul Ștefan Foriș. Lupta pentru putere de la Gheorghiu-Dej la Ceaușescu* («Le cas Ștefan Foriș. Les luttes pour le pouvoir de Gheorghiu-Dej à Ceaușescu»), Bucarest, Ed. Vremea, 1999.

³¹ Devant le rapport présenté par la commission spéciale constituée à l'intérieur de la direction du PCR, Ceaușescu décide: «Nous avons besoin de connaître ces événements, mais il ne serait pas bien de les déclarer publiquement»; cf. Marius Oprea, *Radiografia unei înscenări, Devierea de dreapta* («Radiographie d'une mise en scène. La déviation de droite»), in «Dosarele istoriei» («Dossiers de l'histoire»), an I, no. 2, 1996, p. 52.

³² Cf. Rodica Chelaru, *Culpe care nu se uită. Convorbiri cu Cornel Burtică* («Fautes inoubliables. Conversations avec Cornel Burtică»), Bucarest, Ed. Curtea Veche, 2001, p. 133. Cornel Burtică, l'interlocuteur de Chelaru, témoigne de cet intérêt que Ceaușescu a manifesté devant lui deux semaines après son élection comme secrétaire général.

³³ Cf. Marius Oprea, *Banalitatea răului...*, pp. 333–334, confirmé par le communiqué final du Plénum du Comité centrale; voir *Epoca Ceaușescu. Partidul Comunist Român, centru vital al întregii națiuni. Documente ale plenarelor Comitetului Central și ale Comitetului Politic Executiv al CC al PCR. 1965–1985* («L'époque Nicolae Ceaușescu. Le Parti Communiste Roumain, centre vital de toute la Nation. Documents des pléniums du Comité central et du Comité politique exécutif du PCR. 1965–1985»), tome I, Bucarest, Ed. Politică 1986, pp. 191–204. Lavinia Betea, *Lucrețiu Pătrășcanu. Moartea unui lider communist* («Lucrețiu Pătrășcanu. La mort d'un dirigeant communiste»), Bucarest, Ed. Curtea Veche,

confidentiels d'un grand nombre de membres de la direction du PCR et d'employés de la police politique, interrogatoires qui se succèdent pendant deux ans et demi et qui aboutissent à la production d'un très vaste matériel informatif pour l'usage des membres du Présidium permanent du Comité central. Les informations présentées dans ce matériel – dont aucune ne devient publique avant 1989 – documentent l'usage généralisé de la torture et des pressions psychiques dans les enquêtes dressées contre les prisonniers politiques du régime Dej, une pratique instituée par les organes de la police politique avec l'accord et sous la surveillance de Gheorghe Gheorghiu-Dej et d'autres membres de son équipe dirigeante. Les débats du Plénum du Comité centrale de 22–25 avril 1968 – précédé par une séance secrète du Présidium permanent³⁴ – ne bénéficient que d'une médiatisation très limitée et strictement contrôlée.³⁵ Dans le texte de la décision finale du Comité central³⁶, le cas de Lucrețiu Pătrășcanu semble constituer le noyau des discussions. Sa popularité parmi les membres du parti et dans l'opinion roumaine est mentionnée ainsi que son innocence par rapport aux accusations d'espionnage formulées contre lui en 1954.³⁷ Mais la question des culpabilités des dirigeants de PCR dans l'affaire de son exécution est maniée avec prudence. On relève la responsabilité directe de Gheorghiu-Dej, de Iosif Chișinevschi (déjà exclu du parti en 1957, comme proche d'Ana Pauker et membre d'un groupement qui a essayé d'éliminer Dej après le Rapport Khrouchtchev) et d'Alexandru Drăghici, rival de Ceaușescu à la direction du PCR, exclu à cette occasion de toutes ses fonctions politiques tant dans le Parti que dans l'appareil de l'Etat; les responsabilités des autres membres de l'ancien Bureau Politique, y compris Ceaușescu, ne sont pas mentionnées et on ne décide aucune sanction contre les officiers de la police politique impliqués dans l'enquête abusive de Pătrășcanu.

Le destin des œuvres théoriques de Pătrășcanu et la façon dont on gère la mémoire de son activité politique dans les années suivant à la réhabilitation

pp. 445–446, raconte une autre version concernant la constitution de cette commission en 1966, suite à une lettre adressée à Ion Gheorghe Maurer par un des condamnés dans le procès Pătrășcanu, Belu Zilber. Les incertitudes concernant le contexte dans lequel on a décidé de créer une telle commission témoignent du caractère secret de son activité dont la publicité ne pouvait qu'alimenter les tensions à l'intérieur de la direction du PCR.

³⁴ L'intervention de Ceaușescu à cette occasion est reproduite dans Marius Oprea, *op. cit.*, pp. 365–376. Ses accusations, dressées tant contre Alexandru Drăghici, ministre de l'Intérieur, que contre Gheorghiu-Dej sont vivement contrecarrées par Drăghici et loin de faire l'unanimité parmi les autres membres du Présidium permanent.

³⁵ De manière significative, dans la collection des discours de Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul desăvârșirii construcției socialiste* («La Roumanie en voie de parachèvement de la construction socialiste»), tome 3, Bucarest, Ed. Politică, 1969, pp. 177–208, le discours du plénum d'avril 1968 est remplacé par le discours tenu devant l'organisation PCR de Bucarest; des interventions de Ceaușescu dans le plénum, on retient seulement celle concernant les questions de l'enseignement public, *ibidem*, pp. 157–176.

³⁶ Cf. *Epoca Ceaușescu...*, tome 1, pp. 191–204.

³⁷ Cf. *ibidem*, pp. 193–200.

restituent la signification politique mitigée de l'épisode. Resté jusqu'à la fin du régime communiste le personnage peut être le plus populaire du communisme en Roumanie, la réhabilitation de Pătrășcanu n'a jamais été suivie par sa sortie de la marginalité. Ses ouvrages de philosophie marxiste, même si republiés après 1968, sont toujours soumis à une censure fluctuante en fonction d'intérêts politiques conjoncturels³⁸ et ne bénéficient pas d'une diffusion dépassant les cercles avisés. Sa personnalité et sa contribution décisive à l'inclusion des communistes roumains dans la coalition royaliste de 23 août 1944 ne sont traitées que d'une manière superficielle dans les travaux de l'historiographie officielle. En fait, la réhabilitation de Lucrețiu Pătrășcanu n'est pas suivie par le travail idéologique qui pourrait le promouvoir en image emblématique du communisme national parce que les intentions initiales de Nicolae Ceaușescu vont, dans ce cas, vers une toute autre direction. Il ne poursuit pas l'introduction de nouveaux personnages dans le panthéon du communisme nationale roumain³⁹, mais le démantèlement des réminiscences d'un culte de son prédécesseur à l'intérieur du PCR et l'élimination d'un adversaire politique dans la direction du parti. Le manque d'appétit montré par Nicolae Ceaușescu au sujet de la construction d'un panthéon du communisme nationale – habité par d'autres personnages que lui-même – devient évident surtout après son coup de popularité d'août 1968. En termes de stratégie de légitimation du PCR, on pourrait établir une analogie entre la signification politique des réhabilitations de 1968 et l'épisode de la condamnation par les communistes roumains de l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie, quelques mois plus tard: les deux actions, apparemment relevant avant tout de l'effort de refaire le pacte de légitimité Parti-Nation⁴⁰, finissent par être annexées à la construction du culte de la

³⁸ Florin Constantiniu, *PCR, Pătrășcanu și Transilvania (1945–1946)* (Le PCR, Pătrășcanu et la Transylvanie. 1945–1946), Bucarest, Ed. Enciclopedică, 2001, pp. 9–11, mène une analyse astucieuse de la censure appliquée à l'œuvre de Pătrășcanu, dans les années 1980, pendant le conflit diplomatique entre la Roumanie et la Hongrie sur le sujet de la minorité hongroise de Transylvanie.

³⁹ C'est surtout à cause de ce manque de conséquences des réhabilitations politique, tant dans le cas de Pătrășcanu que dans celui de Ștefan Foriș, que nous ne pouvons pas souscrire à la conclusion de Vladimir Tismăneanu, *Stalinism for All Seasons. A Political History of Romanian Communism*, Berkeley & Los Angeles & London, University of California Press, 2003, p. 199, qui estime que la façon dont on mène les réhabilitations de 1968 transforme les deux, Foriș et Pătrășcanu «pratiquement en des martyrs de la cause communiste». Si tel a été le cas au niveau de la perception publique – ce qui est facilement soupçonnable mais difficile à quantifier – la situation au niveau du panthéon officiel est loin de confirmer la conclusion de Tismăneanu.

⁴⁰ La vague de solidarité populaire, sans précédent mais également sans suite dans l'histoire du communisme roumain, engendrée par l'attitude du PCR de s'opposer à l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie et d'appeler les citoyens roumains à une résistance armée en cas d'invasion des Soviétique en Roumanie, est bien illustrée par le récit de Paul Goma, dont la décision de devenir membre du parti communiste, après une histoire personnelle de protestations et de prison politique, est déterminée justement par cette attitude; cf. *Dossier Paul Goma. L'écrivain face au socialisme de silence*, présenté par Virgil Tănase, Paris, Editions Albatros, 1977, pp. 15–16.

personnalité de Nicolae Ceaușescu. Ce type d'évolution – qui, loin de représenter l'exception, constitue plutôt le mécanisme le plus utilisé pour le transfert de légitimité du Parti vers son leader – empêche le PCR de bénéficier à long terme de leur potentiel de solidarité nationale. Et ce type de réécriture de l'histoire officielle du Parti ainsi que la façon dont elle est insérée dans la nouvelle version de l'histoire nationale témoignent d'une image figée du PCR, prisonnière d'une indétermination qui l'empêche de devenir un vrai symbole de solidarité.

Le document représentatif pour l'effort d'intégrer l'histoire officielle du PCR dans une nouvelle synthèse de l'histoire nationale est le Programme du parti, adopté à l'XI^e Congrès de 1974.⁴¹ Ce programme – dont le caractère singulier est mis en exergue par Ceaușescu lui-même, dans son Rapport devant les délégués au congrès⁴² – restitue la variante finale de la synthèse déjà suggérée dans les documents officiels antérieurs, notamment dans le discours du secrétaire général de 1966, entre l'histoire du PCR et l'interprétation communiste de l'histoire nationale. Le Programme de 1974 se propose d'offrir une vision complète du passé, du présent et de l'avenir de la Roumanie communiste. Il établit tant les nouvelles significations officiellement accréditées des événements historiques que les objectifs à poursuivre dans la construction à ce qu'on désigne comme «l'étape suivante de l'histoire de la Roumanie socialiste».⁴³ Il représente aussi la nouvelle – et la plus complète – explication du paradigme de vérité officielle, qui devrait fournir le fondement de tous les travaux idéologiques (ou simplement historiographiques) à suivre.

La partie introductive du Programme offre une perspective extensive sur l'histoire de la Roumanie, en commençant avec la période préromane. En accord avec l'interprétation matérialiste historique, on propose une nouvelle périodisation de l'histoire nationale en fonction de certaines événements que le récit officiel choisit comme définitoires pour l'idée centrale de la nouvelle vision historique: la démonstration d'une mobilisation révolutionnaire quasi-permanente du peuple roumain, justifiant l'émergence du projet communiste et du PCR en tant qu'incarnation

⁴¹ *Programul Partidului Comunist Român de făurire a societății socialiste multilateral dezvoltate și înaintare a României spre comunism*, Bucarest, Ed. Politică, 1974; voir aussi la traduction française, réalisée par l'Agence Roumaine de Presse, *Programme du Parti Communiste Roumain d'édification de la société socialiste multilatéralement développée et de marche en avant de la Roumanie vers le communisme*, Bucarest, AGERPRES, 1975.

⁴² Ceaușescu souligne que ce programme est le premier document officiel du PCR «conçu pour illustrer les intérêts de tout la nation» et que, de ce point de vue, il pourrait être considéré comme «le programme du peuple roumain pour le progrès vers la civilisation communiste»; cf. *Congresul al XI-lea al Partidului Comunist Român* («Le XI^e Congrès du Parti Communiste Roumain»), Bucarest, Ed. Politică, 1975, p. 80. C'est une manière de mettre en exergue le rôle attribué à ce document par la direction du PCR, celui d'offrir une clef unique pour l'interprétation officielle de l'histoire nationale, dont le Parti représente l'acteur principal et la «finalité objective».

⁴³ La troisième partie du document porte ce titre significatif, qui rend compte de la vision linéaire, spécifique au matérialisme historique, d'une évolution interdépendante du PCR et de la Nation roumaine; cf. *op. cit.*, pp. 45–89.

d'une «aspiration millénaire vers la justice sociale et l'indépendance nationale».⁴⁴ Le Programme constitue également le point de départ d'un intense travail historiographique sur la nouvelle mythologie du nationalisme communiste: l'idée de continuité ininterrompue du peuple roumain dans un espace géographique circonscrit par le Danube, la Mer Noire et les Carpates, un des fils rouges de la propagande nationaliste roumaine, qui fournira dans les années 1980 la plupart de la munition idéologique pour les polémiques roumano-hongroises concernant la Transylvanie; la présentation de l'histoire des Roumains comme étant une quête incessante de l'unité nationale et une succession de luttes pour souveraineté étatique, en fait un discours sur la solidarité nécessaire, motivée par la tradition historique, contre l'ennemi extérieur; l'image du Prince idéal, le Guerrier providentiel dont les actions et les vertus personnelles jouent un rôle décisif dans l'évolution de la communauté nationale.⁴⁵

Le Programme de 1974 structure la forme et le contenu du nouveau discours de légitimation, qui marie la tradition historique de la nation roumaine avec le projet communiste de développement du pays. Il fournit, dans les années 1970–1980 et jusqu'à la chute du régime communiste en Roumanie, le référentiel de la propagande nationaliste communiste: ses grands lignes d'argumentation, les interprétations des faits historiques et les symboles qu'il valide deviennent le fondement d'un travail idéologique repris et institutionnalisé par les médias roumains, par les manuels scolaires⁴⁶ ainsi que par une vaste palette d'ouvrages scientifiques illustrant le courant de l'historiographie officielle; il fournit également la clef d'une nouvelle *historical correctness*⁴⁷ de la littérature patriotique.⁴⁸

⁴⁴ La justification fournie par le Rapport à l'XI^e Congrès est significative en ce sens: «L'histoire de notre peuple, du prolétariat et du mouvement révolutionnaire – présentée dans le Programme – montre sans équivoque que le parti de la classe ouvrière, créé en 1983, puis le Parti Communiste Roumain, créé en 1921, ont continué à un niveau supérieur les traditions révolutionnaires des masses populaires, des forces progressistes, révolutionnaires du peuple roumain.»; cf. *op. cit.*, p. 82 (la traduction du roumain nous appartient).

⁴⁵ Dans l'identification de ces trois typologies, nous suivons l'analyse de Lucian Boia, *Istorie și mit în conștiința românească* («Histoire et mythe dans la conscience roumaine»), III^e édition, Bucarest, Ed. Humanitas, 2002, *passim*.

⁴⁶ Pour une analyse des avatars du nationalisme communiste dans les manuels scolaires des années 1990, époque de transition du manuel unique communiste vers une pluralité d'interprétations parfois difficilement acceptée, voir Mirela Luminița Murgescu, *Istoria din ghiozdan. Memorie și manuale școlare în România anilor 1990* («L'histoire dans le cartable. Mémoire et manuels scolaires dans la Roumanie des années 1990»), Bucarest, Ed. DominoR, 2004, surtout pp. 109–168.

⁴⁷ Nous osons d'employer ce syntagme dans le contexte particulier de la Roumanie communiste par analogie à la terminologie de Jean Sevilla, *Historiquement correct*, Paris, Editions Perrin, 2003; pour des raisons d'accès à la bibliographie, nous avons utilisé la traduction roumaine du livre, Jean Sevilla, *Corectitudinea istorică*, Bucarest, Ed. Humanitas, 2005, traduction du français par Anca Dumitru, surtout pp. 9–13

⁴⁸ Le travail d'interprétation du Programme commence très vite après son adoption, tant dans la presse que dans les revues scientifiques; nous illustrons cette affirmation avec le contenu d'un article de Titu Georgescu, *Contemporaneitatea noastră socialistă în istoria milenară a patriei*

LA «MINI-RÉVOLUTION CULTURELLE» ET LE MONOPOLE IDÉOLOGIQUE

Avec cette dernière observation, on se retrouve sur le terrain sensible de la multiplication par les différents moyens de mobilisation sociale du message contenu dans les documents officiels du Parti et, implicitement, sur le terrain de la préservation nécessaire – qui, sans être toujours réussite, est néanmoins toujours recherchée – du monopôle idéologique du PCR. L'événement illustratif pour la stratégie de préservation du monopôle idéologique est représenté, à notre avis, par ce que l'historiographie roumaine désigne comme «la mini-révolution culturelle» de 1971.⁴⁹ Cette dénomination couvre les deux exposés de Nicolae Ceaușescu, présentés devant la direction du PCR et des cadres responsables avec la propagande, en juillet et novembre 1971, ainsi que leurs effets dans les milieux culturels du pays. L'essence des deux exposés consiste dans le message de «normalisation»⁵⁰ idéologique du régime: on fait comprendre aux différents acteurs de la vie publique que l'ouverture idéologique et culturelle qui accompagne la construction du nationalisme communiste en Roumanie ne signifie pas une aliénation de la nature profonde du dogme officiel, que l'anti-soviétisme ne signifie pas un pro-occidentalisme sans discernement et que le devoir d'opérer la sélection des valeurs culturelles officiellement accréditées constitue l'apanage exclusif de l'instance politique. Les «thèses de juillet»⁵¹, dont le message anti-bourgeois et anti-occidental a provoqué une vraie secousse surtout dans les milieux littéraires et artistiques⁵², sont généralement considérées par l'historiographie du communisme roumain comme le moment définitoire pour la fin d'une période libérale du régime

(«Notre contemporanéité socialiste dans l'histoire millénaire de la patrie»), publié dans la revue «Anale de istorie» («Annales d'histoire»), an XXI, no. 1, 1975, pp. 81–90, qui théorise l'existence d'une «cosmogonie unique du peuple roumain», allant du prêtre dace Décénéu au poète nationale Mihai Eminescu et dont le Programme de 1974 représente l'expression moderne. Ce numéro de la revue «Anale de istorie», publication de l'Institut d'Etudes Historiques et Sociopolitiques auprès du Comité central du PCR, est d'ailleurs entièrement dédié à l'interprétation du Programme.

⁴⁹ Cf. à une des publication les plus récentes de l'Académie Roumaine, Ana Maria Catanus, eds., *Sfârșitul perioadei liberale a regimului Ceaușescu: minirevoluția culturală din 1971* («La fin de la période libérale du régime Ceaușescu: la mini-révolution culturelle de 1971»), Bucarest, Institut National pour l'Etude du Totalitarisme, 2005.

⁵⁰ Nous utilisons le terme «normalisation» dans le sens défini par Michael Shafir, *op. cit.*, p. 55: le moment qui marque la fin du «changement simulé» et le retour à la rigidité idéologique à l'intérieur d'un régime communiste.

⁵¹ Voir la variante française de ce texte, Nicolae Ceaușescu, *Exposé à la Conférence de travail des cadres de parti du domaine idéologique et de l'activité politique et culturelle-éducative (9 juillet 1971)*, Supplément de la revue «La Roumanie aujourd'hui», no. 8 (201), Bucarest, AGERPRES, 1971.

⁵² Un tableau général des conséquences des «thèses de juillet» sur le monde littéraire est esquissé par Eugen Negrici, *Literatura română sub comunism. Proza* («La littérature roumaine sous le communisme. La prose»), tome I^{er}, Bucarest, Ed. Fundația PRO, 2002, pp. 57–59. Sa conclusion est intéressante: «La peur des écrivains devant la possibilité d'un retour aux méthodes [de contrôle] de la littérature, surtout celle de nature coercitive, des années 1950 a représenté néanmoins un vecteur de cohésion et les autorités se sont retrouvés devant une résistance inattendue.» (p. 58, la traduction du roumain nous appartient).

Ceaușescu.⁵³ Pourtant, nous n'embrassons pas cette vision et proposons une hypothèse qui permettrait de restituer la signification du moment 1971 dans le contexte général du travail de légitimation politique mené par le PCR après 1965. En début de notre analyse sur les mécanismes politiques du régime Ceaușescu, nous avons formulé nos réserves concernant l'existence d'une période de vraie libéralisation dans le fonctionnement du communisme roumain, en proposant la nécessité d'une démarche d'objectivation du modèle théorique par rapport aux perceptions générales restituées par les témoins de l'époque. L'analyse contextuelle de la mini-révolution culturelle de 1971 nous permet de nuancer cette hypothèse de travail et de lui fournir un nouvel argumentaire.

Le message initial des «thèses de juillet» est adressé surtout aux professionnels de la propagande et constitue, dans sa substance, un appel à la préservation du monopole idéologique du parti. Ce type de discours – dont surtout la tonalité est considérée choquante en 1971 par rapport aux interventions antérieures de Nicolae Ceaușescu, dans ses entretiens avec des écrivains et des artistes roumains⁵⁴ – représente une constante dans les prises de positions

⁵³ Un courant d'interprétation des événements de 1971 établit une liaison directe entre le début de la «mini-révolution culturelle» et les visites du couple Ceaușescu dans les pays communistes de l'Asie (1–24 juin 1971); notamment le contact de Nicolae Ceaușescu avec les réalités du communisme chinois est considéré la source principale d'inspiration pour les «thèses de juillet»; voir, pour ce courant d'interprétation, Thomas Kunze, *Nicolae Ceaușescu. O Biografie* («Nicolae Ceaușescu. Une biographie»), traduit de l'allemand par Alexandru Teodorescu, Bucarest, Ed. Vremea, 2002 (l'édition originale: Th. Kunze, *Nicolae Ceaușescu. Eine Biographie*, Berlin, Ch. Links Verlag, 2000), pp. 238–239 et Adrian Cioroianu, *Ce Ceaușescu qui hante les Roumains. Le mythe, les représentations et le culte du Dirigeant dans la Roumanie communiste*, Bucarest, Ed. Curtea Veche & Agence Universitaire de la Francophonie, 2004, pp. 74–78. Dans les dernières années, ce courant historiographique commence à être contrebalancé par une interprétation plus nuancée, qui accorde une place primordiale, dans l'identification des explications politiques de la «mini-révolution culturelle», aux évolutions internes du communisme roumain; surtout les témoignages de deux anciens dignitaires communistes, ex-responsables de la propagande politique, ont ouvert le débat; voir le témoignage de Cornel Burtică, in Rodica Culcer, *op. cit.*, pp. 100–103 et de Dumitru Popescu, *Am fost și cioplitor de himere* («J'ai façonné des chimères»), Bucarest, Ed. Expres, 1994, pp. 197–201. Une hypothèse originale est formulée par Florin Constantiniu, qui considère qu'à l'origine des «thèses de juillet» «s'est trouvée une pression [politique] de la part de l'URSS à laquelle Ceaușescu a répondu par l'initiation de la mini-révolution culturelle» (cf. Ana Maria Catanus, eds, *op. cit.*, p. 15; la traduction du roumain nous appartient). Constantiniu estime que les signes soviétiques d'hostilité, adressés à la Roumanie après 1968, notamment les exercices de l'armée soviétique à la frontière roumaine, se sont intensifiés pendant la visite de Nicolae Ceaușescu en Chine et que, dans l'effort de les atténuer, le secrétaire général du PCR a choisi d'offrir à Moscou une série de concessions idéologiques, retrouvables dans le contenu des «thèses de juillet».

⁵⁴ Une analyse comparative de ces discours est menée par Ana Maria Catanus, *op. cit.*, pp. 27–32. L'auteur remarque la constante du binôme libertés/limites qui accompagne la position officielle du PCR à l'égard des milieux artistiques roumains, malgré les différences de nuances et de langage. La conclusion d'Ana Maria Catanus semble soutenir notre hypothèse: «Nous considérons que les évolutions dans le discours de Nicolae Ceaușescu, dans les quatre occasions mentionnées [entre 1968

officielles en commençant avec le IX^e Congrès de 1965. Il accompagne en effet tout le travail idéologique de ré-légitimation par l'insertion du PCR dans une nouvelle représentation de l'histoire nationale.

Mary Ellen Fisher résume d'une manière pertinente le contenu idéologique de «la mini-révolution culturelle»: la centralisation du contrôle sur la culture, l'éducation et les médias comme mission exclusive du parti et de son appareil de cadres; le développement de l'agitation et de la propagande dans les masses, surtout dans la masse des jeunes, qui devraient adhérer aux valeurs du patriotisme dans leur définition socialiste; une synthèse spécifiquement roumaine du marxisme-léninisme et du nationalisme qui est supposée de fournir le fondement pour les activités de propagande et pour les directions d'évolution de la vie culturelle.⁵⁵ Ceaușescu dresse une critique ouverte du «cosmopolitisme à tout prix» et du «servilisme envers la culture capitaliste décadente», tout en exigeant la valorisation des «réalités nationales» et des «intérêts de l'homme socialiste» par la littérature et les arts de Roumanie.⁵⁶ Ces exhortations, formulées dans un langage politique rappelant l'époque de la soviétisation, constituent la partie qui a le plus grand écho dans l'opinion publique roumaine, une opinion pour laquelle la tonalité du discours communiste semble prévaloir – au moins dans la perception de ce moment particulier – sur son contenu. Pourtant, si on analyse le discours de Nicolae Ceaușescu au niveau du contenu, on constate que les idées qu'il exprime à cette occasion sont loin d'introduire une direction idéologique nouvelle. Le message de 1971 est d'abord parsemé dans la quasi-totalité de ses prises de position antérieures, à chacun des événements définitoires pour le processus de sa légitimation politique, dès le moment de son arrivée à la tête du PCR. A travers la répétition constante du rôle dirigeant du Parti dans tous les domaines de la vie politique, économique, sociale et culturelle du pays, les documents officiels du PCR transmettent la vraie signification de sa vision sur la stratégie de légitimation par l'intégration de la tradition nationale: cela ne signifie pas la subordination du Parti à la Nation, mais la subordination de la Nation à un projet politique défini et mené par le Parti. Les grandes lignes de cette vision – dont les «thèses de juillet» 1971 consacre la portée nationale – sont déjà clairement précisées dans le Rapport au X^e Congrès du PCR (août 1969).⁵⁷ La partie du rapport dédiée à

et 1971], laissent deviner, déjà dès 1968, une tendance de limitation de la libéralisation, tendance qui touche son point de maximum en juillet 1971.» (p. 59, la traduction du roumain nous appartient).

⁵⁵ Cf. Mary Ellen, Fisher, *Nicolae Ceaușescu. A Study in Political Leadership*, Boulder & London, Lynne Rienner Publishers, 1989, p. 180

⁵⁶ Voir Nicolae Ceaușescu, *Exposé...* pp. 10–13. C'est surtout ce type d'affirmation qui a généré dans les milieux littéraires la peur d'un retour au réalisme socialiste; cf. Eugen Negrici, *Literatura română sub comunism. Proza* («La littérature roumaine sous le communisme. La prose»), tome I^{er}, Bucarest, Ed. Fundația PRO, 2002, p. 58.

⁵⁷ Voir pour le texte français: Nicolae Ceaușescu, *Rapport au X^e Congrès du PCR. 6 Août 1969*, Bucarest, Agence Roumaine de Presse, 1969. Entre autres, ce texte résume en quelques phrases

l'éducation politique et idéologique contient *in nuce* les idées développées plus tard, dans «les thèses de juillet». ⁵⁸ On fait mention de la nécessité d'un contrôle centralisé de la vie culturelle, d'une réforme requise par le système national d'enseignement et destinée à préparer ce domaine pour mieux répondre aux exigences de la nouvelle politique idéologique du parti, on annonce une intention de réformer le domaine des sciences sociales en accord avec les nouveaux commandements idéologiques et on définit sans équivoque les limites de la liberté d'action des écrivains et artistes roumains: «nous concevons la liberté de la création dans l'acception philosophique donnée par le marxisme à la nécessité historique comprise.» ⁵⁹ Ce document de 1969 – dont les idées principales, notamment dans le domaine de l'endoctrinement politiques des masses, sont ultérieurement reprises à différentes occasions, au cours de l'année 1970 ⁶⁰ – est pourtant loin d'avoir le même impact public que les deux exposés présentés en 1971, même si son importance et l'occasion officielle qui le produit pourraient représenter des arguments suffisants en ce sens. Malgré cela, la mémoire de la société roumaine a enregistré comme point final de la période libérale du régime Ceaușescu l'année 1971 et non pas l'année 1969. A notre avis, l'explication de cette perception est à rechercher dans les catégories différentes de public auxquelles les deux discours sont adressés. Le rapport de 1969, ainsi que les autres documents officiels qui le précèdent s'adressent strictement aux activistes du PCR. Même si leur médiatisation est plutôt bien menée dans la presse officielle et dans les assemblées des organisations communistes locales, la perception dans les milieux professionnels est que leur portée reste strictement dans les cadres du jeu politique. Les professionnels des arts et de la littérature – qui d'ailleurs savent utiliser le biais de la négociation dans leurs relations avec l'autorité politique ⁶¹ – ne se sentent pas, par conséquent, directement concernés par ce type de discours politique. Le déroulement des événements en 1971 confirme notre hypothèse:

la formule officielle de la relation Parti-Nation: «Le parti représente le noyau autour duquel gravite toute la société et d'où rayonnent l'énergie et la lumière qui mettent en marche et assurent le fonctionnement de tout l'engrenage de la société socialiste. A son tour, le parti se régénère continuellement sous l'impulsion des puissants faisceaux d'énergie et de lumière qui se dirigent constamment vers lui des rangs de notre nation socialiste. Nous pouvons affirmer que le parti communiste remplit le rôle de centre vital de tout notre système social.» (p. 90)

⁵⁸ Cf. *ibidem*, pp. 98–107.

⁵⁹ *Ibidem*, p. 105.

⁶⁰ Voir, par exemple, Nicolae Ceaușescu, *Cuvântare la aniversarea a 25 de ani de la înființarea Academiei de Învățământ social-politic «Ștefan Gheorghiu» de pe lângă CC al PCR* («Discours à l'anniversaire des 25 ans d'activité de l'Académie d'Enseignement socio-politique «Ștefan Gheorghiu» près du Comité central du PCR»), in Nicolae Ceaușescu, *op. cit.*, tome IV, Bucarest, Ed. Politică, 1970, pp. 660–670.

⁶¹ Katherine Verdery, *National Ideology under Socialism. Identity and Cultural Politics in Ceaușescu's Romania*, University of California Press, 1991, mène une analyse astucieuse de la relation PCR – intellectuels dans la Roumanie de Ceaușescu.

l'exposé de juillet, destiné exclusivement aux professionnels de la propagande du parti, reste relativement sans écho, tandis que le discours de novembre, devant le Plénum du Comité centrale (les 3–5 novembre 1971)⁶² auquel participe un nombre significatif d'écrivains, fait naître une vive inquiétude, étant perçu comme le vrai début de la mini-révolution culturelle.⁶³

A la lumière de ces arguments, on peut affirmer que le terme de «mini-révolution culturelle», employé dans l'historiographie roumaine pour désigner les événements de 1971, n'a de pertinence que pour l'analyse de la perception publique des deux exposés de Nicolae Ceaușescu et de leurs effets sur la vie culturelle roumaine. Pour l'analyse de la stratégie de légitimation employée par le régime, ce terme est plutôt inadéquat pour autant que l'année 1971 n'apporte aucun changement significatif de son discours politique. Les idées de 1971 ne représentent pas des éléments de nouveauté dans la ligne idéologique annoncée par Nicolae Ceaușescu en 1965. Liée au modèle d'interprétation que nous avons proposé pour le régime Ceaușescu, la préoccupation pour une préservation rigoureuse du monopole idéologique dans les cadres de l'appareil politique communiste représente une évolution compréhensible. De cette perspective, on devrait remarquer que ce qu'on estime, au cours des années 1970–1980, comme étant les effets directs de la «mini-révolution culturelle»⁶⁴, représente en fait une continuation prévisible de la stratégie de «changement simulé»⁶⁵ adoptée par le régime Ceaușescu dans sa relation avec la société roumaine. Le fait que la préoccupation pour préserver le monopole idéologique du Parti revient constamment – avant et après 1971 – tant dans les documents officiels que dans les prises de position publiques de Nicolae Ceaușescu⁶⁶ fournit un argument supplémentaire pour l'importance

⁶² Le sténogramme du plénum peut être consultée aux Archives Nationales de Roumanie, fonds CC du PCR – Chancellerie, dossier 127/1971, tomes I–II.

⁶³ Cet état d'esprit est confirmé par les témoignages personnels de l'écrivain Nicolae Breban et du réalisateur de télévision Valeriu Râpeanu, in Ana Maria Cătănuș, *op. cit.*, pp. 64–93. Mary Ellen Fisher confirme elle aussi cette hypothèse, quand elle observe que «les thèses de juillet ont été prises au sérieux par le monde intellectuel surtout après le plénum de novembre 1971» (cf. M.E. Fisher, *op. cit.*, p. 180).

⁶⁴ La quasi-totalité des exégètes du communisme roumain estime que les effets de la «mini-révolution culturelle» n'ont pas été immédiats, mais ils ont commencé à devenir visibles à la fin des années 1970. Sur ce point, ils semblent partager l'opinion de Cornel Burtică, qui souligne que «la décennie 1980 a été influencé d'une manière négative par la mini-révolution culturelle de 1971 mais on trouvait encore des formules pour atténuer les excès. Après 1978–1979, avec la chronicisation de la crise économique, la mini-révolution culturelle a réussi: des mesures sévères de censure, la diminution des libertés d'expression, diminution du support de l'Etat pour la culture, etc.» (cf. Rodica Culcer, *op. cit.*, p. 102; la traduction du roumain nous appartient)

⁶⁵ Cf. Michael Shafir, *op. cit.*, p. 55.

⁶⁶ En ce sens, il nous semble particulièrement significatif qu'une réitération de «la mini-révolution culturelle» se produit en 1983 quand, à l'occasion d'une autre conférence des cadres communistes responsables de la propagande, Ceaușescu souligne une fois de plus la prééminence inconditionnée d'un contrôle centralisé, mené par l'appareil politique sur le message et les moyens de la propagande nationaliste; voir le texte de ce discours in «Scânteia», année LII, no. 12737, le 5 août 1983.

particulière de ce monopole dans le développement de la stratégie de légitimation nationale du PCR. Mais il montre également que l'effet de bouleversement produit par les précisions idéologiques apportées au cours de «la mini-révolution culturelle» au niveau des buts suivis dans le développement de cette stratégie est quasi-nul. Les événements déroulés entre juillet et novembre 1971 constituent sans doute un moment psychologique difficile dans la relation du PCR – et surtout de Nicolae Ceaușescu – avec certains milieux professionnels, dont la participation à l'œuvre de dissémination du message nationaliste est essentielle pour le régime. Néanmoins, leur signification dans le contexte général de la construction idéologique et politique du communisme nationaliste roumain est secondaire.

CONCLUSION

En guise de conclusion, nous devons observer que cette stratégie de légitimation du PCR par le biais du nationalisme n'a jamais abouti, jusqu'à la fin du régime Ceaușescu, à être complètement consensuelle à l'intérieur du parti tout aussi comme ses prétentions de monopole idéologique ne sont jamais arrivées à être complètement acceptées par l'élite intellectuelle roumaine. La grande synthèse de l'histoire du parti communiste en Roumanie – désignée après le IX^e Congrès comme la tâche principale de l'Institut d'Etudes Historiques et Sociopolitiques du Comité central – n'a jamais été publiée faute de pouvoir établir un consensus concernant l'interprétation officielle des événements qui ont marqué les débuts komminternistes du parti.⁶⁷ De la même manière, la nouvelle synthèse de l'histoire des Roumains, dont l'effort de rédaction devrait être mené dans les instituts de l'Académie Roumaine, parallèlement à celui visant la rédaction d'une histoire officielle du PCR, n'a jamais été finalisée à cause des résistances tacites du milieu professionnel.⁶⁸ Ces échecs ponctuels au niveau des relations entre élites et même à

⁶⁷ Des essais ponctuels ont été faits, par des historiens politiquement agréés, dont le plus notable est celui de Mircea Mușat et Ion Ardeleanu, considérés dans les années 1980 les eminences grises de l'historiographie roumaine. Les deux ont publié, entre 1983 et 1988, trois tomes d'une histoire générale de la Roumanie, allant de l'époque préromane jusqu'à la deuxième guerre mondiale. Le deuxième volume de cette synthèse restitue un des récits les plus complets des rapports difficiles entre le PCR de l'entre-deux-guerres et le Kommintern; voir Mircea Mușat, Ion Ardeleanu, *România după Marea Unire* («La Roumanie après la Grande Union»), tome II, I^{re} partie, Bucarest, Ed. Științifică și Enciclopedică, surtout pp. 153–216 et 560–666. Au sujet des mécanismes du contrôle politique sur les productions historiographiques, voir le témoignage de l'historien Ioan Scurtu, in Ana Maria Cătănuș, *op. cit.*, pp. 99–114, qui fait une mention expresse du rôle de Mușat et Ardeleanu dans le fonctionnement de la censure académique.

⁶⁸ Cf. Vlad Georgescu, *Politică și Istorie. Căzul comuniștilor români. 1944–1977* («Politique et histoire. Le cas des communistes roumains. 1944–1977»), Bucarest, Ed. Humanitas, 1991, p. 150. Voir aussi Alexandru Zub, *Orizont închis. Istoriografia română sub dictatură* («Horizon fermé. L'historiographie roumaine sous la dictature»), Iasi, Institutul European, 2000, pp. 79–80. Comme le

l'intérieur de l'élite politique sont pourtant loin de signifier l'échec général du communisme nationaliste comme stratégie de légitimation du PCR devant la société roumaine dans son ensemble.

relève Alexandru Zub, la grande synthèse d'histoire nationale, jamais finalisée, a été remplacée dans les années 1980, par une synthèse d'histoire militaire en six volumes, coordonnée par le général Ilie Ceaușescu, un des frères de Nicolae Ceaușescu; Voir Ilie Ceaușescu, eds., *Istoria militară a poporului român* («L'histoire militaire du peuple roumain»), Bucarest, Ed. Militară, 1984–1989. La parution du septième volume a été arrêtée par l'effondrement du régime communiste, en décembre 1989.